

COMMUNIQUE DE PRESSE

La lutte contre la fraude et la corruption doit accompagner les mesures prises contre la crise

Alors que le monde lutte contre le ralentissement de l'activité économique, Transparency International invite les chefs d'Etats membres du G8, qui se réunissent cette semaine en Italie, à prendre des mesures d'urgence pour s'assurer que la reprise économique ne sera pas minée par la fraude et la corruption.

Paris/Berlin, 8 Juillet 2009 – Dans son 3^{ème} rapport d'évaluation des actions du G8 publié aujourd'hui, Transparency International juge que la mise en œuvre par le G8 des engagements anti-corruption est insuffisante, en particulier au regard des dépenses massives et globales engagées pour la reprise économique mondiale.

Un pourcentage substantiel des 5 000 milliards de dollars prévus pour la relance de l'économie sera employé pour des projets d'infrastructure et des appuis budgétaires directs. Face aux risques de corruption induits par de tels projets, les Etats du G8 doivent s'assurer que leurs entreprises n'y aient pas recours pour décrocher des contrats. Ils doivent par ailleurs exiger la transparence fiscale des gouvernements bénéficiant des aides.

Le G20 s'est engagé à consacrer plus de 250 milliard de dollars aux agences de crédit à l'exportation et aux banques de développement multilatérales. Il a en outre décidé de débloquer rapidement des fonds pour restaurer les flux commerciaux. De tels engagements doivent également s'accompagner de garanties contre le risque accru de corruption et de fraude.

Mettre en œuvre les engagements internationaux

Les engagements pris en matière de lutte anti-corruption, qu'il s'agisse de la convention OCDE ou de la Convention des Nations Unies contre la corruption, doivent donc être pleinement mis en œuvre, ce qui n'est pas encore le cas partout aujourd'hui.

La Convention de l'OCDE contre la corruption a pour but d'enrayer la corruption d'agents publics étrangers dans le commerce international. Cependant, seuls l'Allemagne et les Etats-Unis appliquent activement les dispositions de la convention. Le Canada, la France, le Japon, ou encore le Royaume-Uni n'ont pas encore mis en œuvre toutes les actions nécessaires pour décourager les paiements illicites. Concernant la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention du Conseil de l'Europe contre la corruption, la Russie ne s'est pas encore mise en conformité avec ses engagements. L'Allemagne, l'Italie et le Japon n'ont par ailleurs toujours pas ratifié la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Alors que le G8 s'était engagé à protéger les marchés financiers contre les abus criminels – y compris la corruption –, les ministres des finances du G8 ont reconnu en juin 2009 à l'occasion du « Lecce framework » qu'un manque d'intégrité, de probité et de transparence avait contribué à la crise. Les Etats ont reconnu que la mise en œuvre des engagements existants pour remédier à cet échec a souffert d'un manque de volonté politique. Il est temps aujourd'hui pour le G8 de démontrer cette volonté par la mise en place de critères et d'un calendrier précis guidant son action future. Le plan d'action du G20 et les rapports de progrès périodiques sont, à ce titre, exemplaires.

Approfondir le rapport d'auto-évaluation du G8

L'étude du G8 sur la mise en œuvre par les Etats de leurs engagements anti-corruption ne fournit pas d'informations cohérentes et détaillées sur les progrès qui restent à faire. Les futurs rapports devraient corriger cette défaillance en incluant notamment des évaluations indépendantes produites par la société civile.

Contacts presse

Paris

Myriam Savy / Julien Coll

Tel.: 01 47 58 82 08

transparence@free.fr

Berlin

André Doren,

Directeur de la communication

Tél. : +49 176 101 920 58

Email : press@transparency.org

###

Transparence-International (France) est la section française de ***Transparency International (TI)***, la principale organisation de la société civile qui se consacre à la lutte contre la corruption. TI sensibilise l'opinion publique aux effets dévastateurs de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile afin de développer et mettre en œuvre des mesures visant à l'enrayer.